

Communiqué de presse du 30.11.2023 d'Alliance Sud

Les organisations de développement réclament plus de solidarité

Le Conseil fédéral entend soutenir la reconstruction de l'Ukraine sur le dos des pays les plus pauvres, même si nombre de spécialistes, de cantons et de partis demandent un financement additionnel. Lancée aujourd'hui, une large campagne de la société civile exige un renforcement de la coopération au développement.

Une analyse des [réponses à la consultation sur la Stratégie](#) de coopération internationale (CI) 2025-2028 montre que l'allocation de 1,5 milliard de francs à l'Ukraine proposée par le Conseil fédéral à partir du budget de la CI ne bénéficie d'aucun soutien. 93% des participants à la consultation qui se sont exprimés sur le financement de l'Ukraine écrivent explicitement que l'aide à ce pays doit être financée par des moyens additionnels et ne relevant pas du budget de la CI. Parmi eux figurent 5 partis sur 7 et 9 cantons sur 11. La Commission consultative de la coopération internationale du Conseil fédéral s'est aussi prononcée en ce sens. S'en tenir au 1,5 milliard financé par le budget de la CI revient donc à faire totalement fi de la consultation.

La Commission des finances du Conseil national est arrivée à la même conclusion. Elle [recommande à son conseil de créer un fonds pour la reconstruction de l'Ukraine](#). Le montant mis à disposition doit être comptabilisé à titre extraordinaire et ne doit pas grever le budget ordinaire de la CI. Cette commission a correctement lu les signes du temps et fait appel aux instruments nécessaires. Nul ne conteste que la reconstruction de l'Ukraine exigera des moyens considérables et que la communauté internationale devra se montrer solidaire. La Suisse doit elle aussi apporter une contribution financière substantielle à la reconstruction de ce pays, mais cela ne doit pas se faire sur le dos des pays les plus démunis.

#SoyonsSolidairesMaintenant

« Covid — climat — guerre : et le Conseil fédéral presse le citron ! Dans le contexte des crises multiples actuelles, il ne faut pas économiser sur le dos des plus pauvres. Il faut épauler l'Ukraine en sus de la coopération au développement », martèle Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud. C'est pourquoi une large coalition d'organisations de la société civile et de personnalités du monde culturel et scientifique lance [une campagne pour une coopération au développement forte](#).

La population est dès lors invitée à annoncer la couleur en envoyant un message personnel sur les médias sociaux. Il faut dès à présent davantage de solidarité avec les nombreuses personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté et qui risquent d'être laissées pour compte. La Suisse doit enfin remplir l'objectif de l'ONU qu'elle a soutenu et consacrer 0,7% de son revenu national brut à la coopération au développement. Selon les plans du Conseil fédéral, ce taux plonge à 0,36%. Une honte !

Pour plus d'informations :

Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud, tél. 031 390 93 30, andreas.missbach@alliancesud.ch

Personnalités qui soutiennent la campagne #SoyonsSolidairesMaintenant :

« Dans la lutte contre les énormes inégalités entre le Nord global et la majeure partie de la planète, le Conseil fédéral ne doit pas se montrer pingre maintenant. »

Mamphela Ramphela, co-présidente du Club de Rome et cofondatrice de Reimagine SA

« Comme jamais depuis longtemps, la planète est ébranlée par des catastrophes et par la violence. La Suisse ne doit plus jouer au radin et au profiteur. Elle doit prendre le parti des démunis et des meurtris et, comme elle le fait traditionnellement, fournir une aide plus substantielle. »

Daniel Koch, médecin, ancien cadre supérieur fédéral et ancien coordinateur au CICR

« Aujourd'hui, les pays et les marchés sont interconnectés. Des relations commerciales équitables et durables ne sont dès lors possibles que si des systèmes de production et de transformation socialement et écologiquement équitables sont également encouragés dans les pays du Sud mondial. La coopération internationale joue un rôle clé à cet égard. Tout le monde peut en profiter au final. »

Elisabeth Bürgi Bonanomi, responsable du secteur Gouvernance durable, Centre pour le développement durable et l'environnement (CDE), Université de Berne

« Le Conseil fédéral taille dans l'aide au développement et économise ainsi sur le dos des plus pauvres d'entre les pauvres. J'appelle ça une politique de bombe à retardement. »

Dominic Deville, humoriste